

Liban : Quand des disparus entrent en campagne

Une initiative du CICR pour remettre en lumière le terrible dossier des disparus de la guerre civile.

OLJ / Par Claire GRANDCHAMPS, le 23 avril 2018

Les panneaux de la campagne du CICR réclamant "le droit de savoir" des familles de dizaines de milliers de personnes qui ont disparu au Liban depuis le début de la guerre civile. Photo tirée de la page Facebook ICRC Lebanon

Le long des routes et sur les réseaux sociaux, en écho aux panneaux électoraux sur lesquels s'étalent, parfois en très grand format, des figures plus ou moins connues de la scène politique libanaise, d'autres affiches ont fleuri. Au-dessus de photos jaunies par le temps, deux slogans : "Le droit de savoir" et "waynon ?", "où sont-ils", en arabe. Les candidats de cette liste, I'tidal, Jean, Samia, Ali, Shahine et Salim briguent "le siège des disparus". Disparus, ces six candidats fictifs ainsi que 17 000 autres personnes le sont depuis plus de trente, voire quarante ans. Ils ont été enlevés lors de la guerre civile (1975-1990) et leurs familles n'ont plus jamais eu de nouvelles d'eux. C'est pour faire avancer ce triste dossier, et permettre à des milliers de familles toujours dans l'attente de connaître le sort de leurs proches, que le CICR Liban a lancé cette nouvelle campagne. Parce qu'ils ont "le droit de savoir".

Le point d'orgue de cette campagne de sensibilisation est une vidéo qui a été publiée le 13 avril, alors que le Liban commémorait le 43e anniversaire du début de la guerre. L'on y voit des proches de disparus déposer dans une urne, des photos de proches disparus depuis des dizaines d'années. "Je vote pour mon frère, Edward", "pour mon mari, Salim", "pour mon père, Hassan", déclarent ces proches. Et les noms s'égrènent, alors que se remplit

l'urne. "Des milliers de voix devraient encore être entendues", conclut la vidéo, qui demande l'adoption d'une loi pour les disparus, réclamée depuis de nombreuses années par les familles des personnes kidnappées et de nombreuses associations.

Identification des dépouilles

Dans une [tribune publiée fin de la semaine dernière](#), la présidente du Comité des parents de personnes enlevées et disparues au Liban, Wadad Halouani, affirmait que les parents des disparus demandent "l'identification des dépouilles" retrouvées notamment dans les fosses communes découvertes en territoire libanais, et qui sont, pour certaines, menacées par l'urbanisation effrénée du pays. "Identifier les dépouilles est une question de dignité. Les remettre à leur proche pour qu'elles soient enterrées est essentielle pour leur équilibre psychologique ; cela leur permet de faire enfin leur deuil, de sortir de l'état mortifère d'attente et de revenir à une vie digne de ce nom", soulignait Mme Halouani, qui appelait l'Etat à "être enfin sensible à la douleur des parents, faire amende honorable et assumer ses responsabilités".

Ce que Wadad Halouani et les associations qui œuvrent pour la même cause réclament, c'est l'adoption d'un plan national, consistant, dans un premier temps, à collecter l'ADN des familles des victimes de disparition forcée pour les identifier. Une opération qui doit être avalisée par le gouvernement et mise en oeuvre par le ministère de l'Intérieur. Dans un second temps, une commission d'enquête indépendante, dotée des prérogatives nécessaires, doit être créée pour faire la lumière sur le destin des disparus. Pour que cette commission soit établie, le Parlement doit adopter un projet de loi, préparé il y a des années par le comité des familles. Le chef de l'Etat, Michel Aoun, qui a reçu en avril des familles de disparus, leur a affirmé son engagement à mener ce dossier à son terme, dès la fin des législatives.

(Lire aussi : « [Voici la liste électorale des disparus, la seule parmi les 77 qui a des candidats dans les 15 circonscriptions...](#) »)

Parallèlement à la campagne du CICR, d'autres initiatives ont été lancées le 13 avril, afin de remettre en lumière la question des disparus et d'appeler le pouvoir à agir. C'est dans ce cadre que l'association ACT for the Disappeared a lancé l'initiative intitulée "La vérité pour guérir les mémoires de la guerre". L'ONG a, pour cette campagne, placé des silhouettes représentant des disparus aux endroits où ils ont été kidnappés. Sur chaque silhouette est écrit : "des personnes ont été kidnappées à cet endroit. Il est temps de connaître leur sort". Depuis le 13 avril, un bus circule également à travers Beyrouth avec le message suivant : "Pour tourner la page de la guerre et guérir ses blessures, contribuons ensemble à révéler la vérité". Ce bus s'arrête dans différents quartiers où les habitants sont invités à monter à bord pour découvrir une carte des lieux de mémoire de la guerre qui contient des informations et des témoignages. A la fin du mois, les candidats aux élections législatives seront invités à venir écouter les revendications des associations et des familles des victimes.